

Annex 11

**WP 3 Meeting
Barcelona, Spain**

Presentation M. Mormont

**WP3 MEETING -8 FEBRUARY 2002
BARCELONA, SPAIN**

**Multifonctionnalité et produits spécifiques
Pistes de discussion (texte provisoire)**

Marc Mormont

FUL/SEED

Janvier 2002

Introduction

Ce papier interroge la relation entre multifonctionnalité et produits de qualité spécifique. La notion de multifonctionnalité est d'abord questionnée dans sa portée, tactique ou stratégique. Son lien avec la qualité suppose qu'on reconnaisse la finalité marchande de la qualité, même si ses formes de construction et de validation s'appuient sur des principes autres que marchands. Le concept de convergence est introduit pour penser cette relation. L'analyse peut alors se poursuivre en examinant les différentes formes que peut prendre la convergence entre qualité et multifonctionnalité. Ces différentes formes mettent l'accent sur les espaces de négociation de la qualité .

1. Multifonctionnalité.

C'est désormais un concept assez classique qui tente de rassembler dans une même notion les différentes contributions (ou "fonctions") d'un secteur d'activités productives à des biens collectifs non marchands. Il ne fait cependant pas de doute que cette notion émerge dans un contexte de négociations internationales où ils 'agit pour l'Europe de défendre sa production agricole et de justifier les soutiens publics à ce secteur. La défense d'une agriculture multi-fonctionnelle peut donc avoir un simple caractère tactique. Dans cette perspective, l'attribution de soutiens publics à l'agriculture risque d'être soumise à deux contraintes d'une part le montant et le contenu de ces soutiens seront soumis aux exigences issues de la négociation elle-même et notamment aux alliances qui pourront être nouées avec certains pays qui ont des préoccupations similaires; d'autre part la logique même de cette position tactique orientera aussi la définition des "fonctions" à subventionner par l'intérêt économique que représentent les sous-secteurs agricoles concernés. On pourrait donc très bien aboutir à définir des fonctions non marchandes aux grandes cultures céréalières qui ont plus de poids économique que l'élevage ovin de montagne. Cette approche tactique de la multifonctionnalité a aussi pour avantage de toujours pouvoir puiser dans la négociation des arguments pour limiter les formes de subventionnement qui peuvent émerger des secteurs agricoles qui se convertiraient à l'idée de multifonctionnalité.

A l'opposé on pourrait espérer ou rêver d'une approche stratégique de la multifonctionnalité qui en fasse un réel référentiel sectoriel (Jobert et Muller). Cela ne pourra se faire, à mon avis, qu si le référentiel du développement durable s'impose comme référentiel global des politiques publiques. S'il s'imposait sans trop d'ambiguïtés, en effet le concept de développement durable pousserait à mettre l'accent sur la préservation des ressources naturelles (et autres), sur une approche de précaution et sur les dimensions sociales du développement agricole. Sans pouvoir argumenter ici, une telle approche revaloriserait certainement - et donnerait des justifications plausibles - à la défense d'une agriculture diversifiée, faites d'exploitations de dimension moyenne, et de systèmes de production bien adaptés à leur contexte géophysique. L'optique ne serait plus ici seulement celle d'un subventionnement de l'agriculture (dans ses tendances lourdes actuelles) mais celle de la reconstruction d'un secteur orienté par d'autres exigences que les seules exigences de la concurrence.

La multifonctionnalité de l'agriculture, dans une perspective de durabilité, implique la prise en compte des trois dimensions classiques du développement durable à savoir la productivité économique, l'équité sociale et l'environnement. Mais chacune de ces dimensions peut se décliner de multiples manières, requiert des indicateurs et surtout une manière de pondérer les facteurs qui composent chacune de ces dimensions. Nous nous limiterons dans cet article à examiner comment, dans une perspective stratégique, donc en prenant au sérieux la multifonctionnalité comme référentiel sectoriel, les produits de qualité spécifique peuvent se situer. Notre hypothèse de travail est que la contribution possible des produits de qualité spécifique à la multifonctionnalité de l'agriculture dépend de la nature de l'espace de négociation de la qualité.

2. La qualité comme processus à finalité marchande.

Toute spécification de la qualité est nécessairement à finalité marchande car elle vise bien à spécifier des produits à destination des consommateurs, de manière à améliorer le niveau d'information de ceux-ci. Très souvent en effet les économistes analysent la qualité en termes de réduction d'une incertitude du consommateur qui ne dispose pas des moyens de connaître directement la qualité et qui doit donc se rabattre sur des signes de qualité qui peuvent lui être offerts par différents systèmes de standard, de marques ou de labels de qualité. Tous ces moyens correspondent alors à des formes différentes de co-ordination.

Dans cette logique marchande la qualité est *in fine* jugée par la sanction du marché et elle est récompensée par des différentiels de prix : il n'existe donc pas de raison fondamentale d'accorder des soutiens particuliers à cette démarche de qualité. Eventuellement la démarche qualité peut se justifier de certains soutiens destinés à inciter à l'action collective de production de la qualité (Mormont et Van Huylenbroeck, 2001). Si la construction de la qualité et de sa communication n'est pas endogène (comme dans le cas de la marque d'une entreprise), il peut aussi être nécessaire que l'Etat intervienne pour garantir des signes de qualité qui ont un caractère officiel, mais cette garantie collective peut en fait être assurée aussi par des organismes professionnels sur lesquels l'Etat peut se contenter d'exercer un contrôle destiné à assurer la loyauté des acteurs et la conformité des produits aux exigences que ceux-ci se sont fixées¹.

Dans cette logique guidée par le marché, la qualité est néanmoins restreinte à la qualité du produit telle qu'elle peut être désirée par le consommateur final, c'est donc une qualité intrinsèque du produit qui importe le plus. Comme on le discutera plus loin on peut faire l'hypothèse que des externalités positives (sociales, territoriales ou environnementales) soient incluses dans ces définitions de la qualité, mais c'est une réalité relativement limitée dans les échanges marchands et qui suppose une action collective (publique ou privée) non marchande très forte pour que les consommateurs soient informés et incités à valoriser ces dimensions de la qualité dans leurs achats.

La finalité marchande de la qualité a une implication forte pour notre analyse parce que cette finalité marchande confère aux opérateurs qui assurent la "mise en marché"² un poids très important dans la construction même de la qualité ainsi que dans la répartition des avantages tirés de cette spécificité des produits. Cela n'est pas toujours aperçu parce que la plupart des produits de qualité spécifique trouvent en fait leurs ressorts de base dans des systèmes de production très localisés et qui n'ont connu que récemment une extension géographique de leurs marchés. Dans des systèmes de production - commercialisation géographiquement restreints, les filières sont relativement courtes et insérées dans des cultures alimentaires également enracinées ce qui n'implique pas une différenciation forte des producteurs et des consommateurs. Mais l'extension des marchés, le déplacement des décisions stratégiques vers les opérateurs de la distribution (au détriment de l'industrie des transformations et des producteurs) confère à la qualité un caractère de plus en plus exclusivement marchand, c'est-à-dire que la qualité est de plus en plus définie par ce qui peut faire des différences significatives dans les choix de consommation de consommateurs de plus en plus éloignés des producteurs et éventuellement complètement déconnectés des cultures alimentaires "originelles".

Le déplacement progressif de la "définition de la qualité" (l'élaboration des cahiers de charges est évidemment le moment crucial) vers les acteurs marchands est-il sans conséquence sur les "fonctions" que l'agriculture peut remplir ?

C'est à partir de ce processus que le problème se pose de savoir où (en quel lieu, c'est-à-dire dans quel espace de négociation) se construit la qualité. Il nous semble que cela est ensuite crucial pour définir dans quelle mesure la multifonctionnalité peut ou non être favorisée par des démarches de qualité spécifique.

3. Construction de la qualité et enjeux de multifonctionnalité.

Il nous semble qu'il faut bien distinguer - dans la qualité - des processus de construction de la qualité, des processus de justification et enfin des processus de communication de la qualité³. La construction de la qualité consiste dans les processus (de qualification) qui vont conduire à définir la qualité et à traduire cette définition dans des spécifications du produit et des pratiques de production et/ou de transformation. Que ce processus prenne en compte ou non le consommateur et comment importe peu ici. Les processus de justification sont ceux qui vont permettre de valider cette qualité aux yeux de tous ceux qui sont concernés : dans le cas d'une stricte relation marchande, le processus de justification est réduit au minimum et se confond avec la reconnaissance par le consommateur de cette qualité. Mais dès que la qualité fait intervenir d'autres

¹ C'est le système des organismes certificateurs privés et rétribués par les producteurs et des procédures d'agrément publique de ces organismes, tel qu'il se généralise en Europe.

² Par mise en marché on entend toutes les opérations (matérielles et communicationnelles) qui sont nécessaires pour qu'un produit soit présent sur le marché c'est-à-dire constitue une option d'achat pour le consommateur.

³ Beaucoup de recherches et d'études de la qualité ignorent les problèmes de communication, qui deviennent dans une société marchande des phénomènes de réputation (qui relèvent de la cité de l'opinion dans l'économie des conventions) alors que dans un univers à dominante domestique ils relèvent de processus de tradition ou dans le monde civique de problèmes d'éducation.... Cette "ignorance" relève en fait d'une sous-estimation du rôle des consommateurs dans le phénomène de la qualité.

arguments que marchands, cette justification suppose des processus particuliers, étroitement liés à la nature de cette qualité : la qualité sanitaire relève de justifications technico-scientifiques (par exemple relevant de la biologie et de l'épidémiologie et de la santé publique. La qualité gastronomique peut relever de processus de justification experts comme c'est le cas de l'œnologie (Teil). Enfin les processus de communication sont ceux par lesquels cette qualité est transformée en information pour le consommateur. Ils comprennent donc la production des signes de qualité.

La finalité marchande des qualités spécifiques garantit en principe qu'un produit de qualité spécifique répond bien à une demande marchande et répond donc aux exigences économiques du référentiel.

Les externalités sociales et environnementales posent des problèmes de construction, de validation et de communication notamment parce que ces fonctions ne peuvent être considérées comme des qualités intrinsèques des produits. Leur prise en compte dans la qualification des produits suppose également des processus de qualification, de validation et de communication. La question est alors celle des différentes formes que ces processus peuvent prendre.

Le soutien public à des externalités environnementales positives peut se faire de différentes manières qu'il faut examiner rapidement :

- via un subventionnement public des pratiques, ce qui se fait par exemple dans les programmes agri-environnementaux; on est alors dans un cadre étatique qui implique des justifications suffisamment générales (biodiversité, expertise scientifique) et qui n'entretient guère de relation de principe avec la qualité des produits. Attirons cependant l'attention que un point crucial : vu dans une perspective dynamique, ces soutiens - quand ils sont mobilisés dans des cadres d'action qui correspondent à des "systèmes de production" où la qualification des produits est possible, servent souvent de catalyseurs ou de soutiens à des (re-) qualifications spécifiques⁴ ; mais la relation entre programmes agri-environnementaux est loin d'être générale.

- via des constructions de biens publics dont les activités agricoles peuvent bénéficier indirectement essentiellement en termes de prestations de services ou de constitution de marchés locaux appuyés sur ces biens publics. On est alors dans le cas de figure des parcs naturels et des activités agro-touristiques ou de marchés fermiers qui peuvent s'y développer. Cette perspective pourrait être encouragée par des programmes comme les pôles d'économie du patrimoine (Datar, 2001); on est ici dans un régime de conventions locales où la qualification des produits est moins importante mais où des complémentarités peuvent se développer. Tout donne à penser que les initiatives et recherches en direction d'une agriculture périurbaine vont implicitement dans ce sens.

Dans ce cas de figure, on pourrait ranger tous les systèmes de production qui ont fortement contribué à construire des paysages spécifiques ou des écosystèmes (zones de marais, Dehesa, etc.). A partir du moment où ces paysages et écosystèmes acquièrent une valeur patrimoniale (voire marchande) et où le maintien de l'activité agricole est nécessaire pour les préserver, cette contribution écologique pourrait faire l'objet de soutiens publics. Dans certains cas il y a correspondance entre ces paysages et des productions identifiables sur le marché de la qualité spécifique.

- via des qualifications marchandes qui peuvent prendre des formes telles que des labels environnementaux lesquels peuvent s'ajouter à des qualités spécifiques soit entrer en concurrence avec elles; le label biologique, dans la mesure où aux yeux d'une fraction non négligeable sans doute des consommateurs il représente un signal environnemental, en est un exemple;

- enfin il existe une quatrième voie, émergente, qui est l'inscription de contraintes environnementales dans les cahiers de charges des produits spécifiques (voir ci dessous).

Quels problèmes ces différentes formes de "qualification environnementale" posent-elles ? De congruence entre facteurs sous-jacents à la qualité et facteurs des externalités positives. En termes de justification de correspondance entre les externalités définies à une échelle (nationale ou internationale) et les systèmes de production localisés. En termes de communication, de superposition et de multiplication des signaux de qualité pour le consommateur.

4. La notion de convergence

Nous introduisons ici la notion de convergence pour penser la relation que peuvent entretenir les processus de qualification spécifique avec les processus de qualification sociale et/ou environnementale.

Il y a convergence quand les processus de qualification (qualité, environnement, éthique) se renforcent mutuellement dans leur construction et leur validation et permettent aussi une communication unifiée. Cette notion de convergence peut s'appuyer sur des cas exemplaires qu'il faut cependant se garder de généraliser, mais qui peuvent être éclairants pour comprendre comment cette convergence s'opère.

⁴ La comparaison entre le modèle français de mise en œuvre des mesures agri-environnementales (souvent à l'échelle des pays pour faire simple) et le modèle belge (très axé sur une contractualisation individuelle déliée du territoire) montrerait de manière claire que la mise en forme administrative des subventions conditionne fortement leur ré-appropriation dans des logiques endogènes.

L'exemple du reblochon (Faure, 1998) est instructif. La révision du cahier de charges de l'AOC a conduit les producteurs à faire notamment deux choix cruciaux et qui n'ont pas nécessairement été compris par l'encadrement technique classique : celui d'imposer un seuil minimum de fourrages produits dans la zone, et celui d'imposer un plafond de production par vache. L'auteur remarque bien (avec les acteurs eux-mêmes) que ces choix sont moins techniques (i.e. définis par des exigences de qualité) que politiques en ce sens qu'ils sont des choix qui d'une part tendent à localiser le système de production (à fermer le réseau, à lier le reblochon à un territoire géographique et social i.e. de savoir-faire et autres ressources) et d'autre part constituent à leurs yeux un message pour l'extérieur, message qu'on peut qualifier de non-productivisme. Or on peut aussi penser que ces critères ont des implications environnementales et sociales qui sont ainsi implicitement inscrites dans la qualification du produit, même si on peut douter qu'elles soient réellement communiquées au consommateur.

Nous avons donc ici une convergence construite de manière volontariste entre la qualité du produit et un certain nombre d'externalités et l'auteur suggère que le moteur de cette convergence est une dynamique de patrimonialisation, nous dirions plus simplement de construction d'un bien collectif (privé). Nous voyons bien aussi que une telle convergence suppose aussi que la valorisation marchande rémunère les coûts, ce qui est possible avec un produit qui a une image de marque suffisante pour un marché étendu.

Mais un tel exemple, sans être unique, n'est certainement pas un modèle général. Et la convergence entre produits de qualité spécifique peut faire l'objet d'une série d'hypothèses qui envisagent d'autres manières d'articuler qualité et externalités.

4.1. Convergence globale.

Une forme de convergence très générale pourrait se constituer sur l'hypothèse que le maintien voire le développement de produits de qualité spécifique comporte - en soi, c'est-à-dire de manière mécanique - des avantages environnementaux et sociaux de portée générale. Ce type d'argumentation - de par son degré de généralité, et du fait qu'il est mobilisé dans des enceintes politiques nationales ou internationales - prend un caractère forcément politique. Mais on peut cependant l'examiner sans a priori en tâchant de dégager le référentiel qui pourrait lui donner sens.

Ce référentiel doit nécessairement avoir ce caractère de généralité qui n'impose pas une vérification dans tous les cas particuliers. Il pourrait se constituer autour d'un argumentaire environnemental de la diversité des systèmes de production (qui comportent des avantages environnementaux pertinents de diversité écologique et paysagère), d'un argumentaire économique de la résilience plus grande de systèmes productifs localisés, et enfin d'un argumentaire social axé sur le respect de la diversité des cultures alimentaires d'un côté, de la préservation de petits et moyens producteurs de l'autre.

Cette convergence "globale" de la qualité spécifique avec des externalités suppose cependant une série de changements dans les systèmes d'évaluation environnementale et sociale, changements qui ne sont pas assurés à l'heure actuelle. Du côté de l'environnement cela supposerait que la qualification environnementale cesse de se focaliser uniquement sur des aspects naturalistes ou d'écologie spécialisée pour se centrer sur la conservation de "systèmes" nature-agriculture où on reconnaît le caractère *anthropisé* des paysages et des écosystèmes.

La notion de résilience n'est encore qu'embryonnaire dans les politiques environnementales. Elle exprime l'avantage qu'il y a à préserver des capacités d'adaptation (voire d'innovation) qui permettent de mieux résister aux changements exogènes, aux crises et aux accidents. Nous avons par exemple montré (Mormont et Van Huylenbroeck, 2001) la meilleure résistance des filières de qualité aux crises alimentaires. Mais on pourrait éventuellement développer le même raisonnement à propos des changements globaux prévisibles.

Du côté social, cela supposerait d'accorder une valeur à des éléments qui sont jusqu'ici difficiles à objectiver dans les politiques sociales (maintien de *tissus* production/consommation, valorisation des cultures alimentaires, etc.).

Mais surtout une telle convergence entre "qualité spécifique" et externalités est toujours contestable précisément du fait de sa (trop) grande généralité par rapport à des fonctions environnementales et sociales qui sont toujours relativement liées à des situations locales ou régionales spécifiques. La préservation d'un paysage par exemple est difficilement généralisable quand ce paysage n'est pas un paysage (nationalement ou universellement) reconnu comme intéressant.

Néanmoins nous faisons l'hypothèse que l'idée d'une convergence générale des produits de qualité et d'une multifonctionnalité peut constituer une ligne d'argumentation stratégique dans la discussion de la politique agricole. Elle peut en effet se justifier d'un certain nombre d'exemples pour indiquer s'un soutien des filières de qualités crée des opportunités supplémentaires pour la construction et la validation de systèmes plus durables.

4.2. La convergence suppose construction, justification et communication

Au delà donc d'une relation générale - difficile à justifier - entre qualité spécifique et externalités, le caractère multifonctionnel et durable des productions spécifiques doit faire l'objet d'un travail de construction (des référentiels), de validation et finalement de communication avec le consommateur.

Notre hypothèse est que la séparation institutionnelle des différentes politiques susceptibles de favoriser cette convergence est un obstacle et qu'en conséquence il importe de créer un espace de négociation adéquat.

En matière d'environnement on voit se développer parallèlement des politiques de subventions (agri-environnement), des politiques de lutte contre les pollutions (principalement de l'eau) qui procèdent par des outils réglementaires et des politiques centrées sur des espaces patrimonialisés ou protégés. Les agriculteurs s'adaptent à ces contraintes ou ces opportunités en ajustant leurs techniques, en étendant leurs surfaces ou, plus rarement en changeant leur système de production (reconversion vers le bio par exemple). Les bénéfices environnementaux sont fortement conditionnés, selon nous, par le fait que ces adaptations ne se font pas à la marge, mais touchent aux systèmes techniques de production. L'extensification de la production par rapport aux surfaces peut en effet s'opérer sur des parcelles marginales tandis que l'agriculteur maintient ses pratiques habituelles sur la majeure partie de ses terres, ou bien au contraire ces parcelles extensifiées font partie intégrante d'un nouveau système technique.

Il est vraisemblable en plus que dans le premier cas l'agriculteur cherchera à accroître ses surfaces pour compenser la productivité moindre des parcelles extensifiées et cela entraîne alors une pression foncière défavorable (socialement) aux plus petites exploitations.

Pour que le système technique change, il faut qu'un processus spécifique se mette en place, processus dans lequel les agriculteurs vont pouvoir examiner différentes stratégies possibles face à une exigence environnementale. Car le changement technique (du système de production) suppose que des techniques existent (donc des connaissances empiriques), et que des opportunités économiques et marchandes soient en même temps créées.

Les productions de qualité spécifique sont ici une voie possible pour autant qu'un lien fort puisse être établi entre des systèmes de production et des qualités spécifiques. Peut-on par exemple valider des différences de qualité de la viande quand l'élevage est moins intensif, est basé sur l'herbe ? De plus des productions de qualité spécifique supposent le plus souvent un temps relativement long pour qu'elle soient reconnues par le consommateur en association avec un territoire.

4.3. Les convergences territoriales ou rurales

Une autre voie d'adaptation aux contraintes ou exigences environnementales consiste dans une stratégie qu'on peut appeler rurale et qui consiste à chercher à développer une économie rurale diversifiée sur base des valeurs environnementales d'un territoire. Celles-ci peuvent acquérir une valeur marchande (résidentielle, touristique, de loisir) qui va créer un certain nombre d'activités économiques dans lesquels l'agriculture peut chercher à se situer comme prestataire de services ou comme fournisseur de produits sur ces marchés locaux qui s'ouvrent ainsi à de nouvelles clientèles.

L'articulation à l'environnement se fera ici en fonction de deux facteurs : d'une part les formes d'agriculture qui se développent sont des formes plus traditionnelles et moins intensives parce qu'il y a convergence entre la demande d'un territoire de qualité et les produits ou services de l'agriculture (en bref un élevage de poulets en batterie est peu attractive pour des visiteurs) et d'autre part les marges d'une vente directe peuvent être supérieures aux marges des circuits standards et permettent la survie ou le développement de systèmes de production marginaux.

Dans cette hypothèse aussi les externalités sociales sont souvent mises en évidence puisque des systèmes de production moins intensifs ou moins spécialisés permettent de faire subsister plus d'emplois et plus de diversité de compétences.

Cette voie n'est pas une voie qui passe nécessairement par des produits de qualité spécifique, mais ceux-ci peuvent se développer sur cette base, éventuellement sans passer par les systèmes de validation (certification) si le marché local reconnaît ces produits "locaux" comme différents. Dans cette optique on est donc dans une approche fortement localisée où la communication avec le consommateur régulier ou occasionnel est généralement liée à une proximité géographique et / ou sociale et à une association des produits et services agricoles à des "patrimoines".

4.4. Les labellisations écologique et éthique : organiser des convergences marchandes

A l'opposé il y a la voie de la valorisation sociale et environnementale des produits spécifiques par des labellisations additionnelles au titre de l'environnement ou de l'éthique sociale. Seul ces labels permettent d'atteindre des marchés géographiquement éloignés (fait trade). Cette voie est celle qui a l'avantage d'utiliser le même canal de communication avec le consommateur (label), mais qui a l'inconvénient de multiplier les signes et aussi d'introduire dans la produits de qualité une ou plusieurs divisions. De toute manière la multiplication des labels risque d'induire une confusion dans les repères (en nombre nécessairement limité par les capacités cognitives) des choix de consommation.

Une autre limite de ces labels - au moins actuellement - est que toute forme de labellisation qui ne se rapporte pas à des caractéristiques de qualité intrinsèque du produit suppose une action collective pour donner un poids aux signes de qualité. On pourrait imaginer des labels "paysages" pour valoriser certains produits, mais peut-on imaginer un système homogène de produits "paysage" à l'échelle européenne ou fera-t-on des produits "paysage toscan" et "paysage mosellan".

Des labels "éthiques" en production agricole se référeront-ils à l'emploi (selon quels critères homogènes de l'Alentejo au Jutland ??) ou à d'autres critères ?

5. L'espace de négociation

Le lien entre multifonctionnalité et produits de qualité spécifique n'est donc pas un lien mécanique ni général. Il suppose que soient créés des espaces de négociation pertinents à la fois pour définir des cahiers de charges, pour valider les contributions externes et pour communiquer avec le consommateur.

C'est à l'analyse de ces espaces de négociation que la recherche devrait se consacrer.

En ce qui concerne la construction des référentiels techniques (des cahiers de charges) on peut faire l'hypothèse que :

- l'espace de négociation doit être au plus près des pratiques techniques ou mieux des collectifs de production (qui peuvent inclure et incluent souvent les entreprises de transformation dans le cas des produits spécifiques;

- l'espace de négociation doit aussi inclure, à l'échelle locale ou régionale, des partenaires représentatifs des enjeux environnementaux (ou sociaux) de telle manière qu'il y ait des possibilités d'ajustement entre contraintes environnementales ou priorités sociales et définitions de la qualité.

En d'autres termes l'espace de la négociation "technique" doit se rapprocher autant que possible de l'espace où les paramètres qui définissent le système de production sont appréhendables par les acteurs.

En ce qui concerne la validation de ces référentiels, il faut au contraire souvent s'éloigner de l'espace productif pour évaluer à partir de paramètres plus généraux les fonctions qui sont remplies par l'agriculture : il y a en effet une forte tendance à tenter de valider la durabilité de l'agriculture à travers des critères et des indicateurs relativement uniformes. Nous faisons l'hypothèse que cette tendance est une tendance défavorable aux produits spécifiques. Cela ne peut être corrigé que par une décentralisation suffisante des évaluations environnementales et sociales : par exemple des consortiums d'associations environnementales locales ou régionales devraient pouvoir valider des formes plus écologiques d'agriculture à partir de critères variables selon les régions et cette validation être confirmée par une procédure nationale ou européenne.

Enfin l'espace de communication qui va permettre de différencier ces produits dans la consommation reste à construire dès qu'on va vers des filières qui dépassent les espaces locaux. Peut-on imaginer une nouvelle forme de labellisation "agriculture durable" qui permette de réunir sous une même appellation une diversité de produits disposant déjà de labellisations au titre de qualité spécifique ou du label biologique ?

La réponse à cette question ne se trouve, à mon sens, ni dans la théorie économique ni dans les approches marketing mais dans le développement d'actions collectives susceptibles d'imposer dans l'*opinion* à la fois la réalité des enjeux collectifs (environnement) et la fiabilité des systèmes d'évaluation et de validation des systèmes de production qui y satisfont. Cela supposera, à mon sens, une plus forte association des consommateurs à ces processus.

Or les consommateurs ne disposent pas de formes stables ni homogènes de représentation. Il y a une concurrence larvée entre trois formes principales de représentation des consommateurs. La première forme de représentation est celle du marketing des grandes entreprises de distribution. La seconde est celle des entreprises (publiques ou privées, commerciales ou associatives) qui peuvent influencer sur les choix par une approche consumériste dont les arguments dominants sont aujourd'hui celui du prix et des formes standardisées de qualité (hygiène, respect des législations). Il y a enfin la voix minoritaire des organisations plus militantes de consommateurs qui défendent des conceptions philosophiques, politiques ou culturelles de la consommation et dont les actions d'éducation à la consommation pèsent sur des franges de consommateurs, mais aussi souvent sur les choix des politiques publiques. Chacune de ces formes de représentation partage une certaine capacité à influencer les choix des consommateurs et à parler en leur nom, à les informer autant qu'à informer sur eux. Aucune n'a en ce sens plus d'objectivité que l'autre, mais elles ont, selon les produits et les catégories de clients, des poids très différents.

Avec quelles formes de représentation des alliances entre produits de qualité spécifique et consommateurs sont elles possibles, probables ou envisageables ? Il est clair que dans une perspective marchande à court terme la discussion s'instaure forcément avec la forme "marketing". D'autres pistes sont elles possibles à l'image du développement du fair trade dans certains secteurs. Ou des alliances avec des institutions d'éducation sont-elles une piste qui accroîtraient le poids des formes militantes de représentation ?

Ceci esquisse donc une piste de recherche qui devrait se centrer sur les formes nouvelles d'articulation entre demandes sociales alimentaires et systèmes de production qui se réfèrent à des biens collectifs.

Références

Datar, *Territoires 2020, Revue d'Etudes et de prospective*, Décembre 2001, n° 4, Paris, Ed. La Documentation Française.

Faure M (1998), Patrimonialisation des productions fromagères dans les Alpes du Nord, *Revue de Géographie Alpine*, 86, 4 : 51-60.

Mormont M et Van Huylenbroeck G (2001), *A la recherche de la qualité. Recherches socio-économiques sur les nouvelles filières agroalimentaires*, Presses de l'Université de Liège, Liège, 200p.

	Etat	Localité	Interne (filère-produit)	Marché
environnement	Subventions agri-environnementales Eco conditionnalité	Politiques environnementales Patrimoines naturels ou paysagers	Contraintes inscrites dans CC	Labels écologiques
équité	Soutiens ciblés sur emploi ou autres critères sociaux	Politiques rurales Soutiens "sociaux" (régionaux ou autres tels que pluriactivité)	Limites de production	Labels éthiques
marché	Qualité selon des normes générales	Réputation de "régions"	Marque collective	Label "qualité spécifique"